

Note politique

PRISE EN COMPTE DE L'ÉGALITÉ DE GENRE ET INCLUSION SOCIALE (GESI) DANS L'ÉDUCATION



Introduction

Le programme de « Partage de Connaissances et d'Innovations » (KIX1, du sigle anglais) est une initiative conjointe du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) qui vise à renforcer les systèmes éducatifs nationaux et à accélérer les progrès vers la réalisation de l'Objectifs de développement durable numéro 4 (ODD4). Ce mécanisme comprend deux dimensions essentiels à savoir (i) la création de quatre centres (Hubs) dont Afrique 21 piloté par un consortium composé de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), la Conférence des Ministres de l'Education des pays ayant le Français en partage (CONFEMEN) et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) à travers son Institut de la francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF) qui en est le chef de file et (ii) le financement de projets régionaux et mondiaux pour faire émerger des solutions et des innovations pour l'éducation.

Le centre KIX Afrique 21 intervient suivant trois axes majeurs que sont (i) la recherche sur des thématiques d'intérêt commun aux 21 pays, (ii) le plaidoyer et la communication à travers le partage de connaissances et d'innovations et (iii) le renforcement des capacités au niveau national et régional.

La problématique de la promotion de l'égalité, de l'équité du genre et de l'inclusion sociale figure parmi les priorités essentielles des instances de réflexion sur l'éducation. Sa prise en charge est déterminante pour l'atteinte d'une éducation de qualité.

C'est dans ce contexte que le Centre KIX Afrique 21, conformément à ses missions qui sont également d'inspirer et d'animer la réflexion sur des thématiques porteuses en éducation afin de soutenir l'action pour le développement des systèmes éducatifs africains, a organisé une table ronde sur le thème : *Prise en compte de l'égalité de genre et inclusion sociale (GESI) dans l'éducation*. L'objectif à travers cette réflexion est de rendre compte de l'intérêt de la prise compte de la problématique de l'égalité, de l'équité du genre et l'inclusion sociale dans les systèmes éducatifs.

1 Knowledge and Innovation Exchange

1- Le genre en question

Contrairement à la notion de sexe qui est biologique, physiologique (on naît de sexe féminin ou masculin), le genre renvoie plutôt à une construction sociale qui attribue des rôles aux femmes et aux hommes. Ces normes sociales peuvent évoluer dans le temps et en fonction des contextes.

Les principales approches du genre évoquées dans cette discussion sont principalement au nombre de trois. Dans un premier temps, c'était une absence totale de la prise en compte du genre qui était ni reconnue ni traitée. C'est cette situation qui est traduite par la notion de '**Gender blind**' (aveugle au genre) consistant à ignorer ou à rejeter la spécificité de genre. Par la suite, l'approche sensible au genre est caractérisée par la prise de conscience des problèmes de genre. À partir de cet instant, les stratégies et les actions qui sont envisagées prennent en compte les disparités entre femmes/filles et hommes/garçons. C'est le cas par exemple de la budgétisation sensible au genre. Enfin, l'approche transformationnelle met l'accent sur l'analyse des causes profondes des dynamiques de pouvoirs qui sont inévitables afin d'aboutir à l'égalité et à l'équité de genre.

Plusieurs cadres d'analyse de la GESI existent mais celui basé sur quatre dimensions que sont la conscience, les normes sociales, des ressources ainsi que des règlements et politiques pour être privilégié pour l'analyse de la GESI dans un contexte donné.

2- Tendances régionales fortes

Le phénomène des enfants hors école est de plus en plus préoccupant et cette situation est accentuée par la faible capacité des systèmes éducatifs surtout des pays africains à traiter convenablement les problèmes liés à l'égalité de genre et à l'inclusion sociale. En effet, on dénombre dans le monde 258 millions d'enfants qui sont hors de tout système scolaire dont 98 millions en Afrique sub-saharienne. Parmi les 98 millions, 52 millions sont des filles soit 54 % de l'effectif total. Ces chiffres font de l'Afrique sub-saharienne la région ayant le niveau d'exclusion le plus élevé au monde. Les plus grandes déperditions sont constatées au niveau du cycle primaire où on a presque une réduction de moitié entre le début et la fin du cycle.

L'intersectionnalité comme approche favorise une analyse multivariée du phénomène en question. En combinant par exemple le genre, la langue, la région, la localisation géographique et le statut socio-économique, on se rend compte que les données sont encore plus préoccupantes.

À titre illustratif, au Mali, il se pose la problématique de l'atteinte de la scolarisation universelle pour les garçons et les filles. En considérant uniquement la dimension de la localité, la réalisation de cet objectif interviendra beaucoup plus tôt pour les garçons des villes suivis par les filles issues de milieux urbains mais la scolarisation universelle interviendra bien plus tard pour les garçons et les filles des zones rurales. Les projections indiquent l'horizon 2053 pour l'atteinte de la scolarisation universelle pour les garçons des villes ; 2063 pour les filles des milieux urbains et 2081 pour celles des milieux ruraux.

Ces tendances sont similaires pour une grande majorité des pays d'Afrique subsaharienne sauf pour le Cap Vert, Sao Tomé-et-Principe où les disparités sont en défaveur des garçons. Si ces tendances se maintiennent, toutes les filles de l'Afrique subsaharienne achèveraient le cycle primaire en 2086.

3- Ampleur des défis

La problématique majeure qui se dégage est celle des défis liés à la construction d'une école inclusive et dépourvue de toutes formes d'inégalités et de disparités. En effet, bien plus qu'un simple cadre d'apprentissage de discours et de langue, l'école est le lieu par excellence où se croisent et parfois s'affrontent des mentalités concurrentes et contradictoires. L'accentuation des mouvements migratoires et les volontés de décloisonnement socio-culturel lui confèrent un rôle nouveau qui va au-delà de la simple mission de transmettre des connaissances. Elle s'impose, de plus en plus, comme un espace dans lequel se construit la pluriculturalité et où, la diversité des modes de représentations socioculturelles et des visions du monde viennent promouvoir le respect de la diversité et le refus de toutes formes de discrimination, d'infériorisation ou de négation de l'autre. Dès lors, la promotion de la prise en compte de la GESI dans l'éducation devient un enjeu capital en vue d'accéder à une éducation inclusive et à la promotion du droit à une éducation de qualité dans un environnement hautement sécurisé.

Aussi, faut-il préciser que lorsque l'on parle d'inégalité de genre dans le système éducatif, il s'agit de faire focus sur les possibilités d'éducation équitable en matière d'accès et d'apprentissage entre les filles et les garçons ainsi que les inégalités de sexe appliquées aux enseignants et aux responsables d'établissements scolaires. À cet effet, il est pertinent de porter un regard critique sur les modes d'assignations socio-historiques qui confèrent, par la force des représentations socio-politiques, des statuts et des attentes différentes aux hommes et aux femmes.

La problématique de l'inclusion sociale, de l'équité et de l'égalité de genre se perpétue de génération en génération par le biais de la socialisation avec des effets sur les opportunités offertes aux enfants par les parents et la communauté selon le sexe. Cette problématique est d'autant plus déterminante quand, pour des questions de contingences économiques, se pose la question de la scolarisation ou du maintien des enfants dans le système éducatif. Ce choix est, dans la plupart des cas, défavorable aux filles, malgré les efforts fournis par la grande majorité des instances de réflexion sur l'innovation et l'amélioration de la qualité des systèmes d'enseignement et d'apprentissage.

Toutefois, force est de reconnaître qu'en Afrique subsaharienne francophone, l'accès des filles dans l'éducation pose moins de problèmes que leur maintien dans la mesure où le nombre des écoles augmentent de façon considérable. Dès lors, le problème persiste non pas en termes d'accès mais de maintien des filles. Les statistiques montrent que dans bien des cas, les filles accèdent à l'école au même titre que les garçons. Cependant, leur effectif diminue au fur et à mesure que l'on avance dans le cursus scolaire. Généralement, peu d'entre elles achèvent le parcours.

4- Appel à l'action

Les informations présentées dans cette partie constituent un ensemble de recommandations pertinentes pour prendre en compte la GESI dans les programmes et projets de recherche en éducation. À cet effet, il s'agira d'insister sur les actions suivantes :

1. Promouvoir l'enseignement des enjeux du genre et de la diversité dans les systèmes éducatifs afin d'influer positivement sur les rapports de genre entre les filles et les garons.
2. Intégrer dans les curricula les connaissances et les compétences relatives à l'éducation à l'égalité, à l'équité du genre et à l'inclusion sociale.
3. Prendre des mesures pour favoriser un arbitrage inter sectoriel et intra sectoriel en vue d'un financement accéléré pour la promotion d'une éducation à l'égalité, à l'équité du genre et à l'inclusion sociale.
4. Mettre en place des mécanismes d'accompagnement et encadrement des enseignants de sorte à promouvoir une pédagogie sensible au genre afin que des questions liées à la GESI soient prises en charge efficacement dans leurs pratiques enseignantes.

Conclusion

La promotion de l'égalité, de l'équité du genre et de l'inclusion sociale demeure toujours une priorité pour les décideurs au sein des ministères de l'éducation, les autres acteurs des gouvernements ainsi que les partenaires techniques et financiers et c'est à ce titre que cette note de politique leur est destinée.

Malgré l'engagement notamment au niveau mondial et les efforts accomplis à tous les niveaux, la question de la prise en compte de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale dans les systèmes éducatifs des pays du Centre KIX Afrique 21 reste très préoccupante.

Les tendances observées au niveau mondiale et en Afrique sub-saharienne montrent à souhait l'immensité du travail à réaliser pour parvenir aux attentes.

La prise en compte des actions suggérées dans cette discussion par les décideurs à tous les niveaux devraient permettre de franchir un palier important à savoir, aller au-delà de l'engagement, des stratégies et des discours prometteurs, pour envisager des actions à fort potentiel en faveur de l'égalité de genre dans les systèmes éducatifs.